

La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel

Yves DÉLOYE
Florence HAEGEL

Résumé – Partant du constat que la notion de politisation est de plus en plus utilisée dans la science politique française et que ce succès va de pair avec une forte élasticité conceptuelle, cet article se donne pour objectif d'en clarifier les usages afin d'établir une cartographie raisonnée des problématiques de sciences sociales associées au mot « politisation ». Il aborde d'abord la controverse très fournie, en histoire politique, sur la politisation des campagnes françaises. Puis, il porte l'attention sur les multiples emplois de la notion en science politique, dégageant les principales controverses qui structurent les débats sur la politisation individuelle ou celle des enjeux et activités sociaux. Les auteurs proposent une combinatoire afin d'aider à identifier et préciser les manières dont on utilise cette notion.

Mots clés – clivages, politisation, dépolitisation, mobilisation politique, sociologie historique, compétence politique

« Les mots s'ajoutent aux mots faute de pouvoir s'organiser en un système de mots capables d'exprimer durablement d'autres résultats que ceux, toujours limités à un choix ou une école de recherche, qui réveillent, le temps d'une découverte (dans le meilleur des cas) ou d'une mode (dans le pire), l'illusion d'avoir enfin mis au jour les principes théoriques d'une science "comme les autres"¹. »

Parmi les mots de la science politique française, le terme de politisation est probablement celui qui a connu, ces dernières années, le succès d'estime le plus important. On ne compte plus les ouvrages, les dossiers thématiques de revue, les articles ou les communications scientifiques, les modules d'enseignement, etc., usant de ce vocable devenu une sorte de « totem » de la discipline. Il suffit pour s'en convaincre de dépouiller les catalogues des principales banques de données bibliographiques de la science politique pour en faire le constat éloquent. On a pu ainsi parler de la « politisation communiste » dans une perspective localisée², de la « politisation feutrée » des hauts fonctionnaires en charge de la politique d'immigration française³, de la « politisation diffuse » de pratiques politiques étiquetées comme « informelles⁴ », ou encore de la « politisation différenciée » de certaines théories de la justice⁵. Le terme a été associé à la conflictualisation⁶, à la publicisation⁷, à la globalisation⁸. Enfin, des subtilités ont été introduites en distinguant la sous- et la sur-politisation⁹. L'inventaire de ces usages établirait très vite un réel « encombrement¹⁰ » de la langue sociopolitique dans le monde francophone tout au moins.

Cet encombrement génère inévitablement dispersion et confusion. Certes, la notion a déjà fait l'objet de tentatives de rationalisation partielle tant en science

1. Passeron (J.-C.), *Le raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006 [1991], p. 93.

2. Mischi (J.), « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, 63, 2003.

3. Laurens (S.), *Une politisation feutrée : les hauts fonctionnaires et l'immigration en France (1962-1981)*, Paris, Belin, 2009.

4. Le Gall (L.), Offerlé (M.), Ploux (E.), dir., *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle (XIX^e-XXI^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

5. Hauchecorne (M.), « Le "Professeur Rawls" et le "Nobel des pauvres" La politisation différenciée des théories de la justice de John Rawls et d'Armatya Sen dans les années 1990 en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, 2009.

6. Duchesne (S.), Haegel (F.), « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 54 (6), 2004.

7. Carrel (M.), « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire », *Politix*, 75, 2006.

8. Petiteville (F.), « La coopération économique de l'Union européenne entre globalisation et politisation », *Revue française de science politique*, 51 (3), 2001.

9. Lascoumes (P.), « Les compromis parlementaires, combinaison de surpolitisation et de sous-politisation », *Revue française de science politique*, 59 (3), 2009.

10. Passeron (J.-C.), *Le raisonnement sociologique...*, op. cit., p. 93.

politique¹¹ qu'en histoire¹² ou plus récemment en sociologie¹³. Ces tentatives ne nous semblent pas avoir complètement mis un terme au risque d'« étirement conceptuel », pour reprendre l'expression ancienne de Giovanni Sartori¹⁴. Au point qu'il pourrait être prudent de suggérer aux sciences sociales – comme l'avaient fait jadis certains auteurs à propos du concept de « citoyenneté¹⁵ » ou « d'identité¹⁶ » – d'éviter... d'en user. Un tel moratoire aurait peut-être l'avantage de limiter un temps l'élasticité de la notion sans toutefois permettre de résoudre durablement le problème scientifique que posent ces usages incontrôlés. Une solution alternative est de prendre le temps d'établir une sorte de tracé des frontières scientifiques de ces usages pour espérer en spécifier les différentes significations.

Comme d'autres concepts sociologiques, celui de politisation est marqué par un caractère « polymorphe », au sens où, comme l'indique Jean-Claude Passeron, il « est trop peu [univoque] à force d'avoir servi à poser des questions à la fois insubstituables et parentes, sans qu'aucune ait réussi à rendre les autres caduques¹⁷ ». Autrement dit, le terme de politisation est sans cesse redéfini selon l'objet de recherche pour lequel il est utilisé ; il porte alors souvent trop de charge théorique et trop de controverses pour être d'un usage simple et univoque. En France, son caractère « polymorphe » n'a cessé de s'accroître depuis la fin des années 1970.

C'est, en effet, à ce moment que les usages du mot connaissent une croissance très forte qui contribue à renforcer son élasticité conceptuelle en sciences sociales et, particulièrement, en science politique. Selon nous, cette croissance est en partie liée à l'emprunt par la science politique d'une problématisation (certes éclatée comme nous allons le voir) née en histoire politique. Il faut probablement voir dans cette hybridation nouvelle entre la science politique et l'histoire une des raisons de l'élasticité de la notion de politisation. On le

11. Aït-Aoudia (M.), Bennabi-Chraïbi (M.), Contamin (J.-G.), « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 48, 2010.

12. Pécout (G.), « La politisation des paysans au XIX^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes », *Histoire et sociétés rurales*, 2, 1994 ; Le Gall (L.), « Des processus de politisation dans les campagnes françaises (1830-1914) : esquisse pour un état des lieux », in Caron (J.-C.), Chauvaud (F.), dir., *Les campagnes dans les sociétés européennes. France, Allemagne, Espagne, Italie (1830-1930)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 ; Fureix (E.), Jarrige (F.), *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2015.

13. Cefaï (D.), « Public, socialisation et politisation : Mead et Dewey », in Cukier (A.), Debray (E.), dir., *La théorie sociale de George Herbert Mead*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2014.

14. Sartori (G.), « Concept Misformation in Comparative Politics », *American Political Science Review*, 64, 1970.

15. Turner (B. S.), « Outline of a Theory of Citizenship », *Sociology*, 24, 1989 et Kymlicka (W.), Normann (W.), « Return of the Citizen. A Survey of Recent Work on Citizenship Theory », *Ethics*, 104 (2), 1994.

16. Brubaker (R.), Cooper (F.), « Beyond Identity », *Theory and Society*, 29 (1), 2000.

17. Passeron (J.-C.), *Le raisonnement sociologique...*, op. cit., p. 97.

sait, le tournant historique de la science politique¹⁸ – engagé sur la critique des paradigmes unifiants (systémisme, fonctionnalisme, marxisme...) qui avaient fait le succès des sciences sociales après la Seconde Guerre mondiale – va fortement inciter les politistes à mettre en œuvre une « épistémologie de la singularité¹⁹ », respectueuse de chaque histoire ou configuration historique. Selon les moments historiques, selon les contextes culturels, selon les influences sociales, l'analyse de la politisation se fait plurielle et contribue à donner à la notion des contours variés et des frontières mouvantes²⁰. D'autres hybridations disciplinaires (notamment celle plus récente avec l'anthropologie ou l'ethnographie politique) renforcent encore cette tendance à la singularisation et par là même la difficulté qui est la nôtre aujourd'hui à unifier le concept de politisation.

De l'occurrence du terme politisation dans la littérature scientifique francophone

Ce séquençage chronologique est susceptible d'être établi assez simplement sur le plan bibliométrique. Nous avons utilisé l'outil de mesure de la fréquence d'un mot au cours du temps, Google Books Ngram Viewer, pour le terme « politisation » dans le corpus en langue française (consulté le 28 février 2019). Si le mot est faiblement utilisé jusque dans les années 1940, il connaît une première croissance de ses emplois dans les années 1960 (0,000050 %), croissance dont le rythme sera multiplié par six dans les années 1980 (0,000300 %) et atteindre un nouveau seuil en 2008 (0,000389 %), soit une augmentation de près de 28 % entre 1998 et 2008 (borne supérieure retenue par Google Books Ngram Viewer à la date de la consultation). Pour la période plus récente, le portail CAIRN permet d'observer une nouvelle accélération dans les usages du mot en science politique. Ainsi, pour la *Revue française de science politique*, le total des occurrences [N = 277] se distribue de la manière suivante : 1990-2000 : 50 occurrences, 2001-2004 : 48 occurrences, 2005-2008 : 55 occurrences, 2009-2013 : 124 occurrences. Pour la revue *Politix* [N = 123], la distribution récente est proche mais toutefois moins contrastée : 2005-2008 : 53 occurrences, 2009-2012 : 70 occurrences. En dehors de la science politique, l'usage reste plus confidentiel : entre 2004 à 2013, 34 occurrences pour la *Revue française de sociologie*, 60 pour la *Revue française d'administration publique* et 69 pour les *Annales. Histoire, sciences sociales*.

18. Déloye (Y.), Voutat (B.), dir., *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002. Pour un point de vue comparatif sur ce tournant historique, cf. Déloye (Y.), « Historical Political Sociology », in Outhwaite (W.), Turner (S. T.), eds., *The Sage Handbook of Political Sociology*, Londres, Sage, tome 1, 2018.

19. Pour reprendre l'expression de Bertrand Badie, « Analyse comparative et sociologie historique », *Revue internationale des sciences sociales*, 133 (« La sociologie historique. Débat sur les méthodes »), 1992, p. 367.

20. Le fait que le « tournant historique » de la science politique française se soit particulièrement fait autour du phénomène de l'électoratisation de la démocratie a aussi fortement contribué à cette diversification des usages du terme de politisation. Sur ce point, pour un bilan récent de ces études, cf. Déloye (Y.), Ihl (O.), « La sociologie historique du vote », in Déloye (Y.), Mayer (N.), dir., *Analyses électorales*, Bruxelles, Bruylant, 2017.

Dans un souci de clarification, cet article se donne comme premier objectif d'établir une cartographie raisonnée des problématiques de sciences sociales associées au mot politisation. Nous nous proposons donc d'abord de dévider la pelote des usages emmêlés en histoire politique, puis en science politique, afin d'en dessiner les grandes frontières et, une fois celles-ci établies, en dégager les controverses saillantes. S'appuyant sur cette cartographie, le second objectif est d'assembler l'écheveau conceptuel et de spécifier et clarifier les conditions d'emploi du terme « politisation » afin de déboucher sur une combinatoire, que l'on espère à la fois englobante et rigoureuse.

Les fils de la controverse en histoire politique

Comme cela a déjà été retracé en partie, c'est en empruntant la « voie historique²¹ » que le mot politisation s'acclimate dans la science politique française²². On se souvient, en effet, qu'influencés par la publication en 1976 de *Peasants into Frenchmen* d'Eugen Weber²³ (traduction française 1983), les historiens français, mais aussi américains (notamment un auteur presque totalement méconnu en France comme James R. Lehning²⁴), vont durablement s'intéresser à la question de *La politisation des campagnes au XIX^e siècle*²⁵, pour reprendre le titre d'un ouvrage collectif tentant de faire un état comparé des études historiques sur ce thème fécond à l'aube du XXI^e siècle. Il n'est pas possible de faire ici un bilan complet (voir encadré ci-dessous) de cette littérature qui continue à faire l'objet de controverses²⁶. L'intensité de ces débats tient certes à la notoriété de ceux qui s'y sont investis : outre Eugen Weber²⁷, James R. Lehning, Théodore Zeldin²⁸ ou encore Peter McPhee²⁹ du côté anglo-américain, les plus

21. Aït-Aoudia (M.), Bennabi-Chraïbi (M.), Contamin (J.-G.), « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », art cit., p. 210.

22. Lacroix (B.), « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in Leca (J.), Grawitz (M.), dir., *Traité de science politique*, tome 1, Paris, Presses universitaires de France, 1985 ; Guionnet (C.), *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997 et Déloye (Y.), *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2017 [1997], chapitre IV.

23. Weber (E.), *Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France (1870-1914)*, Stanford, Stanford University Press, 1976.

24. Lehning (J. R.), *Peasant and French. Cultural Contact in Rural France during the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

25. *La politisation des campagnes au XIX^e siècle. France, Italie, Espagne et Portugal*, Rome, École Française de Rome, 2000.

26. Fureix (E.), Jarrige (F.), *La modernité désenchantée*, op. cit., chapitre V.

27. Weber (E.), *Peasants into Frenchmen...*, op. cit. et Weber (E.), « Comment la politique vint aux paysans. A Second Look at Peasant Politization », *American Historical Review*, 87 (2), 1982. Ce long texte a été traduit dans Weber (E.), *Ma France : mythes, culture, politique*, trad. Claude Dovaz, Paris, Fayard, 1991.

28. Zeldin (T.), *Histoire des passions françaises 1848-1945*, tome 2, Paris, Payot, 1994 [1973].

29. McPhee (P.), *Les semailles de la République dans les Pyrénées-Orientales, 1846-1852*, trad. Nicole Prosper, Perpignan, Publications de l'Olivier, 1992 [1977].

grands historiens français, de Maurice Agulhon³⁰ à Alain Corbin³¹ en passant par Philippe Boutry³² ou encore Michel Vovelle³³, y contribueront. Cette sailance tient aussi au caractère « mouvant » de la catégorie dont le succès tient probablement à son imprécision. Son flou autorise toute une série de captations individuelles qui amènent à *particulariser* la notion en lui rattachant une préposition qui précise l'acception privilégiée par chaque courant historiographique. C'est ainsi que la « politisation *par imprégnation* » chère à Maurice Agulhon, qui lie la diffusion des idées démocratiques à des formes localisées de sociabilité (les fameuses chambrées provençales constituant des creusets de « l'imprégnation politique de la vie populaire³⁴ ») va être concurrencée par la « politisation *par implication* » chère à Eugen Weber ou encore par la « politisation *par hybridation* » proposée par Peter MacPhee, Peter Sahlins³⁵ ou James R. Lehnig – sans prétendre ici à l'exhaustivité.

De la politisation de la France rurale en 1848

C'est le débat autour de la datation de la « politisation des campagnes » qui constitue le cœur de la querelle qui opposera fortement, à partir du début des années 1970, les historiens spécialistes de l'histoire politique française. L'épisode de la Seconde République y occupe une place centrale. Pour résumer³⁶, il nous semble possible de distinguer, de manière idéal-typique, les trois principales propositions qui ont été formulées pour rendre compte de ce processus unanimement jugé complexe par les différents intervenants à ce débat qui influencera fortement la science politique française. La proposition la plus ancienne est celle formulée par Maurice Agulhon dans sa thèse de doctorat soutenue en 1969 dont une partie sera publiée en 1970 sous le titre de *La République au village*. Pour ce dernier, c'est le suffrage universel masculin lui-même qui est le principal vecteur de la politisation. D'où l'importance accordée à l'expérience démocratique de 1848 dont l'auteur voit toutefois les prémisses dans des formes de sociabilité méridionale plus anciennes qui permettent aux « intermédiaires culturels » (la bourgeoisie rurale, le clergé...) de diffuser par *imprégnation* progressive, par contacts successifs les nouveaux idéaux politiques démocratiques. Jugeant cette vision par trop « réactionnaire » voire « méprisante », Peter McPhee, auteur d'une autre étude majeure sur la Seconde République, conteste

30. Agulhon (M.), *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la II^e République*, Paris, Seuil, 1979 [1970]. Cf. aussi, du même auteur, « 1848, le suffrage universel et la politisation des campagnes » (1992), reproduit dans Agulhon (M.), *Histoire vagabonde*, tome 3, Paris, Gallimard, 1996.

31. Corbin (A.), *Archaïsme et modernité en Limousin au XIX^e siècle*, Paris, Marcel Rivière, 1975.

32. Boutry (P.), Michel (A.-R.), « La religion », in Sirinelli (J.-F.), dir., *Histoire des droites en France*, tome 3, Paris, Gallimard, 1992.

33. Vovelle (M.), *La découverte de la politique. Géopolitique de la révolution française*, Paris, La Découverte, 1992.

34. Agulhon (M.), *La République au village*, *op. cit.*, p. 265.

35. Sahlins (P.), *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Paris, Belin, 1996 [1989].

36. Pour une présentation plus complète, cf. Déloye (Y.), Ihl (O.), « La sociologie historique du vote », *op. cit.*

cette arrivée « par le haut », « par le centre » de la politique et considère, en retour, qu'il convient de regarder du côté des cultures locales et paysannes les sources de la politisation. C'est donc à travers une approche par l'*hybridation* entre les cultures locales et nationales, par la négociation entre identités territoriales, parfois par l'investissement des rituels collectifs hérités du passé et dotés d'une signification politique neuve³⁷ qu'il faut ici penser la politisation, laquelle tire une partie de sa force de la créativité des cultures populaires et de leur capacité de résistance. On retrouvera ce prisme interprétatif chez James Lehning ou encore Peter Shalins. Jugeant ces points de vue irréalistes, Eugen Weber considérera que le processus de « modernisation » de la société française n'est pas suffisamment avancé au milieu du XIX^e siècle pour donner le moindre crédit à la notion de « politique paysanne » à une époque où l'unanimité reste la règle. Il faudra donc, selon lui, attendre le début du XX^e siècle pour que ces paysans s'intéressent véritablement à la politique : c'est parce qu'ils se sentent désormais concernés par les politiques publiques mises en œuvre qu'ils développent une forme de politisation par *implication* qui traduit le rôle nouveau des interférences économiques et sociales dans ce processus tardif en France.

Deux grandes lignes de clivages scientifiques au moins opposent les différentes assertions ici en concurrence. La première porte sur la chronologie du processus de politisation des campagnes (et conséquemment aussi des sites urbains et périurbains) ; la seconde sur le caractère *endogène* (dynamiques internes au champ politique) ou, au contraire, *hétérogène* (poids des transformations économiques et sociales) du processus. Pour Maurice Agulhon, rejoint ici par nombre d'historiens spécialistes de la Seconde République³⁸, c'est dans une dynamique interne à la sphère politique et plus encore démocratique du premier XIX^e siècle qu'il convient de trouver l'origine de la politisation moderne. Pour d'autres, à l'instar d'Eugen Weber, la société française connaît un processus beaucoup plus tardif de politisation (au mieux dans les premières décennies de la Troisième République) qui s'enracine dans une série de transformations sociales et culturelles beaucoup plus larges, ce qui oblige à penser le caractère hétérogène et imbriqué socialement de ce processus (alors associé généralement à l'industrialisation, à l'urbanisation, à la sécularisation de la société). Pour le dire autrement, ce sont les vecteurs mêmes de la politisation qui font débat tout autant que sa signification. Ainsi, pour les historiens de la Seconde République, à l'instar de ceux de la période révolutionnaire³⁹, le processus de politisation se confond avec le processus d'apprentissage de la démocratie et

37. McPhee (P.), *Les semailles de la République*, op. cit., p. 294 et s.

38. Goujon (P.), *Le vigneron citoyen : Mâconnais et Châlonnais (1848-1914)*, Paris, Éditions du CNTS, 1993 ; McPhee (P.), *Les semailles de la République*, op. cit. ; Le Gall (L.), *L'électeur en campagnes dans le Finistère : une Seconde République de Bas-Bretons*, Paris, Les Indes savantes, 2009 ; Hayat (S.), *1848. Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation*, Paris, Seuil, 2014.

39. Edelstein (M. A.), « La Feuille villageoise ». *Communication et modernisation dans les régions rurales pendant la Révolution*, Paris, Bibliothèque nationale, 1977.

de la civilisation électorale qui l'accompagne, accordant aux mécanismes de socialisation, de communication et aux instances de « sociabilité⁴⁰ », une place centrale. Pour d'autres, souvent spécialistes de périodes historiques ultérieures, c'est dans les interférences avec les transformations économiques et sociales, sources de désenclavement des zones rurales, qu'il convient de trouver les vecteurs de la politisation⁴¹. Dans ce dernier cas, les agents du changement, loin d'être seulement les « intermédiaires culturels » privilégiés par le modèle agulhonien, sont de nature très diverse. L'inventaire qu'en dresse Eugen Weber fait leur part aussi bien aux processus induits par le développement économique (essor du réseau routier, des chemins de fer, monétisation des échanges économiques, etc.) qu'aux changements issus d'une action publique volontariste (éducation civique, rituels publics, conscription militaire, etc.).

De facto, derrière cette controverse, c'est toute une série de glissements et tensions sémantiques qui émerge des usages en histoire du terme « politisation ». Plus précisément, deux tensions se superposent. La première, déjà évoquée, porte sur le degré d'autonomie des dynamiques politiques. La seconde concerne le contenu que l'on donne au processus de politisation. Par exemple, Eugen Weber en donne la définition suivante : « la prise de conscience que les affaires de la nation concernaient l'individu et la localité autant – et même plus – que celles de la communauté locale »⁴². Pour lui, la politisation est donc souvent synonyme de « nationalisation de la société⁴³ ». L'enjeu est ici le désenclavement des zones rurales qui est indissociable d'une forme de « mobilisation cognitive » analysée de manière contemporaine par Ronald Inglehart⁴⁴. De manière très différente, la même notion se voit associée à des mécanismes de polarisation idéologique chez Maurice Agulhon. En effet, derrière l'attention qu'il porte à la pénétration de la politique dans les campagnes, il faut comprendre le développement et la stabilisation d'une orientation politique en faveur des idées politiques républicaines et d'un comportement électoral favorable à la gauche de l'échiquier politique. Ce point sera notamment critiqué par Philippe Boutry qui, à juste titre, montrera qu'il existe aussi de puissants mécanismes de « politisation à droite⁴⁵ ».

L'ensemble de ces travaux historiques dessine donc une première source de dispersion (et peut-être de confusion) des significations associées au mot politisation et explique, pour partie, la difficulté des historiens, comme des

40. Agulhon (M.), *La République au village*, *op. cit.*

41. Fureix (E.), Jarrige (F.), *La modernité désenchantée*, *op. cit.*, chapitre V.

42. Weber (E.), « Comment la politique vint aux paysans. A Second Look at Peasant Politization », art. cit., p. 184.

43. Cabo (M.), Molina (F.), « The Long and Winding Road of Nationalization: Eugen Weber's Peasants into Frenchmen in Modern European History (1976-2006) », *European History Quarterly*, 39 (2), 2009.

44. Inglehart (R.), « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparatives Politics*, 3 (1), 1970.

45. Boutry (P.), Michel (A.-R.), « La religion », art. cit. Voir aussi les réserves émises par Guionnet (C.), *L'apprentissage de la politique moderne...*, *op. cit.*

socio-historiens avec lesquels ils dialogueront, à recomposer le « miroir brisé de la politisation » dont parlait Maurice Agulhon. Selon nous, ces tensions à propos du caractère endogène ou hétérogène du processus ou sur l'importance à accorder aux mouvements de polarisation ou de nationalisation pourraient être, d'une certaine manière, résolues dans la grammaire conceptuelle rokkanienne. Stein Rokkan⁴⁶ emploie finalement assez rarement le terme même de politisation (*politicization*) et les auteurs « néo-rokkanien » qui se réclament de son héritage privilégient celui de « structuration politique » pour désigner, au niveau macro, cette séquence d'intégration par les conflits portée par la formation des systèmes partisans⁴⁷. Quand Rokkan utilise le terme de politisation, comme dans le chapitre écrit en 1966⁴⁸, il s'interroge – à partir du cas norvégien – sur la politisation de ce qu'il appelle les périphéries et pose le lien entre politisation, nationalisation et polarisation/conflictualisation⁴⁹. Ce faisant, il concilie les dynamiques endogènes et hétérogènes, les mouvements de nationalisation et de conflictualisation autour de la notion de clivages engendrés à la suite du travail des partis politiques, lesquels apparaissent donc comme les vecteurs principaux de la séquence de politisation.

Les clivages structurent les conflits sociopolitiques ainsi que la compétition partisane et sont portés par des partis qui remettent en cause les allégeances locales engageant alors un processus de nationalisation⁵⁰. Ce double mouvement de conflictualisation et de nationalisation est bien indissociable des formes institutionnelles prises par la mobilisation politique et électorale. Stein Rokkan, et dans son sillage Daniele Caramani⁵¹ qui a traité plus systématiquement des données historiques comparatives datant du XIX^e siècle et du premier XX^e siècle, soulignent ainsi l'importance du secret de vote qui permet aux groupes contraints par leur dépendance aux notables locaux de s'affranchir de cette domination localisée tout comme il distingue les effets du mode

46. Rokkan (S.), *Citizens, Elections, Parties. Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Colchester, ECPR Press, 2009 [1970].

47. Cf. par exemple Bartolini (S.), *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980. The Class Cleavage*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 et, du même auteur, *Restructuring Europe. Centre Formation, System Building and Political Structuring between the Nation State and the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

48. Rokkan (S.), « Electoral Mobilization, Party Competition, and National Integration », in La Palombara (J.), Werner (M.), eds., *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 244.

49. « How far did the peripheries of the nation lag behind the central areas in the process of politicization? To what extent was this politicization of the periphery accelerated through the development of polarized conflicts between established and underprivileged strata and to what extent what is slowed down through the persistence of local and regional traditions of territorial and cultural defense against the expanding urban centers » (*ibid.*, p. 245).

50. C'est notamment ce qui l'amène à parler de la « politisation des élections locales » au sens où ces scrutins font l'objet d'un processus de nationalisation et de polarisation idéologique. Cf. Rokkan (S.), *Citizens, Elections, Parties...*, *op. cit.*, pp. 232-235.

51. Caramani (D.), *The Nationalization of Politics. The Formation of National Electorates and Party Systems in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

de scrutin sur le degré de politisation. Ainsi, la représentation proportionnelle permet plus directement de porter atteinte aux allégeances locales et conduit à une politisation qualifiée de complète (« full politicization ») définie comme le « breakdown of traditional systems of local rule through, the entry of nationally organized parties in municipal elections⁵² ». En quelque sorte, on pourrait considérer que le cadre rokkannien permet de réconcilier les historiens travaillant sur les formes de politisation au cours du XIX^e siècle en France, en leur proposant de penser ensemble d'une part le processus de structuration par le conflit idéologique et de nationalisation et d'autre part le caractère endogène et hétérogène de ces phénomènes.

L'empilement des usages en science politique

On l'a vu, utilisée par les historiens, la politisation renvoie à des dynamiques de long et moyen termes et suscitent d'ailleurs des controverses sur les bornes chronologiques et la durée du processus. Pour les historiens, la notion se déploie principalement à l'échelle méso puisque leurs travaux portent essentiellement sur des territoires ruraux (le Var, le Limousin, les Pyrénées-Orientales, le département de la Loire, etc.) dont il s'agit de comprendre le désenclavement sociopolitique. En comparaison, l'usage en science politique apparaît encore plus éclaté. Cette dispersion tient d'abord au fait que le terme de politisation peut être référé, dans ce champ disciplinaire, à des coordonnées temporelles (long, moyen et court termes) et scalaires (macro, méso, micro) très variables⁵³. L'espace des controverses y est aussi moins clairement identifiable dans la mesure où l'usage du terme n'est pas aussi directement associé, comme en histoire, à une question de recherche – la politisation des campagnes françaises – spécifique et délimitée. On le sait, de par son ouverture aux influences des autres disciplines des sciences humaines et sociales, du fait aussi de sa fragmentation accrue ces dernières décennies⁵⁴, la science politique française peine à homogénéiser son vocabulaire conceptuel. À cet égard, l'emploi, un et multiple, du terme de politisation est un assez bon révélateur des forces centrifuges qui travaillent la discipline.

Pour tenter de mettre un peu d'ordre dans cette fragmentation et dans l'empilement de ces usages, nous distinguerons deux principales controverses qui ont structuré l'usage du terme en science politique. La première renvoie à

52. Lipset (S. M.), Rokkan (S.), *Party Systems and Voters Alignments. Cross National Perspectives*, New York, The Free Press, 1967, p. 227.

53. Nous avons développé ce point dans Déloye (Y.), Haegel (F.), « Politisation : temporalités et échelles », in Fillieule (O.), Haegel (F.), Hamidi (C.), Tiberj (C.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

54. Pour un bilan récent de la discipline, cf. Déloye (Y.), Mayer (N.), « Les trois défis de la science politique française. Retour sur la période 1968-2018 », *Idées économiques et sociales*, 195, 2019, notamment pp. 37-38.

l'emploi le plus classique⁵⁵ puisque le terme de politisation désigne couramment un rapport individuel à la sphère politique et le résultat d'un processus dont il s'agit de mesurer l'ampleur par un ensemble d'indicateurs portant sur l'intérêt que portent les individus à la politique spécialisée, la connaissance qu'ils en ont et l'engagement qu'elle suscite. Mais la science politique n'emploie pas uniquement le terme de politisation pour mesurer une forme de proximité individuelle à la politique, elle l'applique également à des groupes, des institutions, des enjeux. Ainsi, quand on parle, par exemple, de politisation de l'Europe⁵⁶ ou de questions comme celle du voile islamique⁵⁷ ou des déchets nucléaires⁵⁸, le processus désigne l'inscription de ces acteurs ou de ces enjeux dans l'enceinte de la compétition politique professionnalisée. Ces deux types d'usage se distinguent d'abord par l'échelle qu'ils postulent. Dans le premier cas, ce sont les individus qui sont plus ou moins politisés, autrement dit plus ou moins intéressés, engagés ou informés politiquement. Ce débat sur la politisation individuelle s'est principalement consacré à l'analyse des inégalités du rapport au politique ordinaire autour d'une controverse relative à la notion de compétence politique. Dans le second cas, la politisation désigne un processus qui se déploie à l'échelle de groupes intermédiaires (des institutions, des groupes d'intérêts, des associations, etc.). Ceux-ci vont se politiser ou politiser une question par l'établissement de passerelles avec l'arène de la compétition politique ou celle de la décision gouvernementale. Dès lors, le débat porte principalement sur les frontières du politique⁵⁹ et plus précisément sur les formes de passage de la frontière entre sphères sociale ou religieuse et sphère politique ou sur les formes d'imbrication ou d'hybridation des sphères que supposerait tout processus de politisation.

La politisation individuelle : écarts de compétence, médiations compensatrices et formes alternatives

Au début des années 1960, quand Philip E. Converse et Georges Dupeux comparent ce qu'ils nomment les formes de « politicization » en France et aux États-Unis, ils passent en revue l'implication, la participation et la recherche d'information⁶⁰. À leur suite, de nombreux travaux vont mesurer la politisation individuelle à partir de l'intérêt déclaré pour la politique ou la proximité

55. Et largement convergent avec l'usage privilégié, comme nous l'avons vu dans la première section de cet article, par les historiens, et ce malgré leurs désaccords.

56. Pour un aperçu de ce débat, cf. Hix (S.), Bartolini (S.), *La politisation de l'UE : remède ou poison ?*, Paris, Notre Europe, 2006.

57. Lorcerie (F.), dir., *La politisation du voile en France, en Europe et dans le monde arabe*, Paris, L'Harmattan, 2006.

58. Barthe (Y.), *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica, 2006.

59. Arnaud (L.), Guionnet (C.), dir., *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

60. Converse (P. E.), Dupeux (G.), « Politicization of the Electorate in France and the United States », *Public Opinion Quarterly*, 26 (1), 1962.

partisane⁶¹. Les travaux sur la politisation individuelle ont principalement interrogé les formes d'inégalité de politisation et les mécanismes de compensation ou de contournement de celles-ci. Sans retracer la généalogie de ce domaine de recherche fécond, on peut s'arrêter au moment fondateur qu'ont constitué les travaux de Philip E. Converse⁶², puisqu'ils ont cadré l'essentiel du débat. Preuves empiriques à l'appui, Philip E. Converse et son équipe mettent au cœur de l'agenda scientifique international la question des inégalités de politisation. Il montre que, s'agissant de la politique, la masse des électeurs aux États-Unis partage une vision peu informée et désarticulée, voire incohérente. Dans ce texte de référence, Philip E. Converse n'emploie pas la notion de politisation mais il établit clairement une équivalence entre la politique et la maîtrise de catégories idéologiques ou ce qu'il appelle aussi le degré de conceptualisation (ou encore de sophistication⁶³). Non seulement la politique relève d'une forte spécialisation, mais elle engage également un niveau d'abstraction élevé. À la même époque d'ailleurs, les études pionnières sur la socialisation politique enfantine utilisent généralement l'expression de *political learning*, dénotant ainsi l'importance qu'elles attachent aux modalités d'apprentissage formel du politique – la socialisation politique s'apparentant ici encore largement à une forme d'éducation civique. Quand on trouve le terme sous la plume de David et Sylvia Easton et Jack Dennis⁶⁴, la « politicization » désigne la première étape d'un apprentissage marquée par la prise de conscience qu'existe un système politique légitime incarné dans des acteurs comme les policiers ou le président de la République.

Cette conception conduit Philip E. Converse à considérer que tout individu ne maîtrisant pas cette capacité au repérage idéologique se trouve déficitaire en termes de politisation. Par exemple, il constate que le segment le plus important de l'électorat américain (auquel émargent, selon son enquête, près de trois électeurs américains sur quatre) ne manie pas les catégories idéologiques distinguant libéral et conservateur, mais se repère à l'aide du groupe social auquel il appartient et plus précisément en évaluant les partis et les candidats en fonction des bénéfices ou des pertes attendues pour ce groupe social. Pour lui, ce repérage politique par le groupe social contribue à écarter ceux qui y recourent de ce qu'il considère comme de « vrais idéologues ». Il a alors bien conscience du coup de

61. À titre d'illustration, Bréchon (P.), Cautrès (B.), « L'inscription sur les listes électorales : indicateur de socialisation ou de politisation », *Revue française de science politique*, 37 (4), 1987.

62. Converse (P. E.), « The Nature of Belief System in Mass Publics », in Apter (D.), *Ideology and Discontent*, New York, The Free Press, 1964.

63. Tiberj (V.), « Compétence et repérages politiques en France et aux États-Unis : une contribution au modèle de "l'électeur raisonnant" », *Revue française de science politique*, 54 (2), 2004 et Blondiaux (L.), « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, 57 (6), 2007.

64. Easton (D.), Dennis (J.), Easton (S.), *Children in the Political System. Origins of Political Legitimacy*, New York, McGraw-Hill, 1969.

force que constitue ce classement dans la mesure où le mode de repérage fondé sur le conflit d'intérêt collectif pourrait être considéré par certains comme hautement idéologique et politique. L'argument qu'il met en avant pour justifier ce choix repose sur le constat que ces électeurs sont dépendants du décryptage que leur fournissent leur porte-parole ou les élites qui prétendent les représenter. Seul le décodage par le haut leur permet d'établir ce qui est néfaste ou bénéfique à leur groupe social. Parce qu'ils ne sont ni très intéressés par, ni très attentifs à la politique, qu'ils n'en comprennent pas aisément les débats, ces électeurs se repèrent par procuration et approximation en s'en remettant aux élites⁶⁵. Autrement dit, ils ne peuvent être considérés comme des « idéologues », car ils ne seraient pas autonomes en matière de jugement politique. La question des inégalités de politisation débouche alors sur celles de la dépendance aux élites et du degré d'autonomie individuelle dans le décryptage politique⁶⁶.

La ligne d'argumentation de Philip E. Converse développée aux États-Unis dans les années 1960 se retrouve largement dans le cadre d'analyse de la politisation élaboré par Pierre Bourdieu, dans les années 1970, en France⁶⁷. Certes, la sociologie bourdieusienne, qui met au cœur de l'analyse de la politisation individuelle les écarts de compétence, s'avère plus critique que la plupart des travaux états-uniens. Sa portée critique tient toutefois principalement au fait qu'elle considère la dimension cognitive (savoir, connaître) comme une capacité technique « qui dépend fondamentalement de la compétence sociale et du sentiment corrélatif d'être statutairement fondé et appelé à exercer cette capacité spécifique⁶⁸ ». Elle dénonce, en priorité, les écarts statutaires et le sentiment d'illégitimité qu'ils génèrent, dénonciation bien plus marginale chez Philip E. Converse. Cependant, on retrouve dans le cadre d'analyse bourdieusien de la politisation individuelle la même attention portée aux inégalités sociales, la même reconnaissance d'une forme d'autonomisation et de spécialisation du champ politique et donc la même interprétation du mode de repérage social du politique (par exemple, par l'utilisation d'une grille fondée sur l'*ethos* de classe) comme une manière non « proprement politique » de se situer et la même insistance sur le poids des mécanismes de délégation et de « remise de soi⁶⁹ » déjà repérés par Philip E. Converse. Dans cette lignée, pour une large part de la science politique française⁷⁰, le mot politisation va désormais être associé à la question de l'inégale compétence politique des individus. Une bonne partie de ses travaux va ainsi rappeler que l'écrasante majorité des citoyens ne possède pas, aujourd'hui encore, la capacité de manipuler la symbolique politique,

65. Converse (P. E.), « The Nature of Belief System... », art. cit., p. 216.

66. L'argument est repris et développé par Zaller (J.), *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

67. Cf. en particulier Bourdieu (P.), *La distinction*, Paris, Minuit, 1979, pp. 466-507.

68. Bourdieu (P.), *ibid.*, p. 478.

69. Bourdieu (P.), « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981.

70. Gaxie (D.), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1993 [1978].

moins encore de se repérer, de manière pertinente et stable, dans un univers idéologique qui reste, au final, l'apanage d'une minorité socialement et culturellement privilégiée. C'est la mesure des écarts à une norme démocratique postulant l'intérêt et l'autonomie du citoyen en matière politique et son interprétation qui vont largement structurer le débat.

L'espace de la controverse s'enrichit alors d'un ensemble très divers de travaux qui va progressivement non seulement chercher à mettre au jour les effets de compensation de l'incompétence politique mais aussi à engager une réflexion sur les formes de politisation alternative, autrement dit non conformes à l'ordre politique institué. Ces deux dynamiques doivent être analytiquement distinguées dans la mesure où la première ne remet pas frontalement en cause l'idée que la politique relève d'un domaine de spécialisation, ni qu'elle se fonde sur des logiques de dépendance et de domination alors que la deuxième – largement inspirée, d'une conception plus anthropologique – porte son attention sur les logiques alternatives de production du politique et en repousse donc grandement les frontières ; elle milite donc pour une définition plus ou moins élargie du politique.

Émergeant au premier groupe, Guy Michelat et Michel Simon⁷¹ revisitant des enquêtes quantitatives des années 1960, ont ainsi montré que les déficits d'ordre cognitif et les assignations statutaires se combinaient de manière complexe et pouvaient parfois partiellement se compenser. Ils ont également souligné l'importance, à côté des caractéristiques sociales, des orientations politico-idéologiques. Au titre des formes de compensation idéologique, ils ont principalement souligné l'importance historique de la médiation communiste dans la politisation d'une partie de la classe ouvrière française. Ils s'inscrivent alors dans un ensemble de travaux qui ont mis au jour les formes historiquement spécifiques de la politisation communiste dont il reste toutefois à se demander, à la suite de Bernard Pudal⁷², si elles n'ont pas été surévaluées. Tout compte fait, l'arbre communiste n'aurait-il pas caché la forêt d'une distance ouvrière au politique ? Une autre forme de compensation mise au jour dès l'article classique de Guy Michelat et Michel Simon renvoie au rôle spécifique joué par le contexte local. En cela, ces travaux quantitatifs ouvrent la voie à ceux qui, s'appuyant sur des enquêtes ethnographiques plus récentes, ont révélé des formes localisées⁷³ d'acculturation politique

71. Michelat (G.), Simon (M.), « Les “sans réponses” aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps », *L'Année sociologique*, 32, 1982.

72. Cf. Pudal (B.), *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombes-en-Bauge, Éditions du Croquant, 2009, chapitre VII : « Ouvriers, politisation et communisme ».

73. Hastings (M.), *Halluin la rouge (1919-1939). Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991 et, du même auteur, « Le communisme saisi par l'anthropologie », *Communisme*, 45-46, 1996 ; Retière (J.-N.), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 63, 2003 et, plus récemment, Mischi (J.), *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

« douce⁷⁴ » ou de mobilisation « informelle⁷⁵ » fondée sur des pratiques de sociabilité dans le domaine de la famille, du travail et des loisirs, souvent mêlées à des médiations associatives autant que partisans qui familiarisent durablement à la politique des segments pourtant « dominés » de la population⁷⁶. Ces médiations compensatrices jouent le rôle d'agents d'acculturation civique et politique entendue, conformément à l'anthropologie culturelle⁷⁷, comme le processus, sur le long terme, de mise en contact et d'interpénétration entre des cultures de statuts différents et d'agents de socialisation, processus, sur le moyen terme, d'intériorisation subjective de la réalité politique objective⁷⁸.

Plutôt que de raisonner en termes de rattrapage ou de compensation, d'autres travaux ont tenté d'élargir la signification accordée au processus de politisation en portant l'attention sur des formes complémentaires ou alternatives. Ici apparaît toute la pertinence de la transposition de la grille de lecture proposée par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron⁷⁹ à propos de l'analyse des « cultures populaires » au débat sur la politisation des catégories populaires. Ces deux sociologues ont, en effet, clairement désigné les deux écueils qui guettent le savant quand il s'intéresse aux cultures populaires. Le premier écueil est celui du misérabilisme, qui guetteraient des auteurs comme Philip E. Converse ou Pierre Bourdieu, lesquels empruntent une définition légitimiste (et restreinte) du politique et insistent sur l'imposition de « problématique légitime » portée par le champ idéologique dominant et qui définissent « ce qui est pensable politiquement⁸⁰ ». Ce faisant, en dénonçant les déficits de politisation, ils tendraient à minorer les formes de résistances et de production hétéronome. À ce premier écueil répond symétriquement l'ombre du populisme qui planerait sur les adeptes du relativisme culturel. En élargissant la définition du domaine du politique et donc en relativisant la définition légitimiste accusée de traduire une forme d'ethnocentrisme, ils mettraient en lumière des formes alternatives de politisation mais sous-estimeraient la force des mécanismes de domination sociale. Dans la controverse qui structure la sociologie politique, les politistes

74. Retière (J.-N.), « L'acculturation douce. Lanester en Morbihan 1900-1940 », *Terrain*, 11, 1988.

75. Braconnier (C.), « Voter ensemble. Dispositifs informels de mobilisation et compensation des inégalités de politisation », in Le Gall (L.), Offerlé (M.), Ploux (F.), dir., *La politique sans en avoir l'air, op. cit.*

76. Cf. Lagroye (J.), dir., *La politisation*, Paris, Belin, 2003 ; Mischi (J.), « Travail partisan et sociabilités populaires... », art. cit. ; Della Sudda (M.), « La politique malgré elles. Mobilisations féminines catholiques en France et en Italie (1900-1914) », *Revue française de science politique*, 60 (1), 2010.

77. Bastide (R.), *Le proche et le lointain*, Paris, L'Harmattan, 2003 [1970] ; Wachtel (N.), « L'acculturation », in Le Goff (J.), Nora (P.), dir., *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard-Folio, tome 1, 1974. Pour un usage de cette notion d'acculturation en science politique, cf. Déloye (Y.), « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner "politiquement". Quelques hypothèses de travail à partir de l'histoire électorale française », *Revue française de science politique*, 57 (6), 2007.

78. Sur cette définition classique, cf. Berger (P.), Luckmann (T.), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2012 [1966].

79. Grignon (C.), Passeron (J.-C.), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, 1989.

80. Bourdieu (P.), *La distinction, op. cit.*, p. 465.

« populistes » partagent, en réalité, une vision plus ou moins élargie et plus ou moins alternative de ce que constitue la politisation.

Un premier ensemble de travaux valorise l'étude de lieux et des pratiques sociales ou culturelles qui ouvrent à toute une gamme de micro-résistances politiques⁸¹. Globalement, ils débouchent sur un résultat maintenant largement établi : la politisation a d'autant plus de chance de concerner les catégories les plus éloignées de la politique légitime qu'elle se déploie dans des espaces d'entre-soi – que cela soit les chambrées de Maurice Agulhon, les dortoirs de James C. Scott, les paroisses ou les coiffeurs de la communauté noire nord-américaine⁸², les maisons du peuple dans le Nord de la France⁸³, etc. C'est d'ailleurs bien cet enjeu de l'entre-soi que discutent les travaux sur le rôle « politisant » des associations⁸⁴, « l'évitement du politique⁸⁵ » étant indexé à différents paramètres dont celui du degré d'hétérogénéité du groupe associatif. Si les espaces d'entre-soi apparaissent comme susceptibles de générer des formes de politisation alternative, les pratiques culturelles, artistiques et festives peuvent aussi constituer des creusets de politisation. Elles se logent dans les interstices de l'ordre politique dominant sous la forme d'écarts à la norme plus obliques que frontaux⁸⁶. Historiens, anthropologues, sociologues⁸⁷, et parfois politistes, ont considéré les formes de politisation portées par ces pratiques culturelles que constituent, par exemple, les plaisanteries. Le rôle d'une « culture comique contestataire⁸⁸ » a été, en particulier, analysé en situation autoritaire – comme dans l'ex-URSS ou en Afrique⁸⁹ – ou démocratique, comme dans les cas des

81. Scott (J. C.), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, trad. Olivier Ruchet, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 [1990].

82. Harris-Lacewell (M.), *Barbershops, Bibles, and BET: Everyday Talk and Black Political Thought*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

83. Cossart (P.) Talpin (J.) « Les maisons du peuple comme espace de politisation. Étude de la coopérative ouvrière La Paix à Roubaix », *Revue française de science politique*, 62 (4), 2012.

84. Pour une synthèse récente, cf. Hamidi (C.), « Associations, politisation et action publique », in Fillieule (O.), Haegel (F.), Hamidi (C.), Tiberj (C.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, op.cit.

85. Eliasoph (N.), *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent de l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica, 2010 [1998] et Hamidi (C.), « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 2006, 56 (1).

86. Sur ces questions, et la notion de « Eigensinn » chez Alf Alf Lüdtke, difficilement traduisible en français, cf. « Penser les rapports de domination avec Alf Lüdtke », *Sociétés contemporaines*, 99-100, 2015. Cf. également, Schwartz (O.), « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, 13, 1991.

87. Pour une présentation d'un ensemble de travaux historiques, anthropologiques et sociologues présentant la manière dont des formes de cultures populaires peuvent constituer des formes de résistances sociales et éventuellement des leviers de politisation, cf. Mukerji (C.), Schudson (M.), eds., *Rethinking Popular Culture: Contemporary Perspectives in Cultural Studies*, Berkeley, University of California Press, 1991.

88. Regamey (A.), *Prolétaires de tous les pays, excusez-moi ! Dérision et politique dans le monde soviétique*, Paris, Buchet-Chastel, 2007.

89. Toulabor (C.), « Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo », in Bayart (J.-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.), *La politique par les bas en Afrique*, Paris, Karthala, 2007 [1992].

communautés religieuses états-uniennes⁹⁰. Toutefois, la dérision circulant dans les discussions informelles est généralement marquée du sceau de l'ambivalence : elle permet de remettre en cause l'autorité politique « par le bas » et « par le biais » en la désacralisant par l'humour tout en contribuant à l'instituer. Autre exemple de ces formes alternatives de politisation, celles que génère la production musicale qui ne peut se réduire, dans toute perspective « populiste » digne de son nom, à une instrumentalisation de la culture populaire par les pouvoirs. Les pratiques musicales s'inscrivent dans des configurations identitaires qui renvoient à la construction de mémoires collectives, de territoires et de groupes sociaux ; dès lors, « la catégorisation musicale peut aboutir à une catégorisation politique⁹¹ ».

De fait, ceux qui s'intéressent aux formes alternatives de politisation sont vite conduits à interroger la manière dont elles sont nourries par des identifications sociales. Ils sont donc confrontés au défi d'élaborer des grilles de repérage⁹² des processus de politisation. Sur quels fondements, sur quels ressorts peut se constituer une politisation alternative en marge de l'ordre politique légitime ? Une des réponses avancées par William Gamson⁹³ pose que le processus est alimenté par l'expression d'un sentiment d'injustice qui entraîne la désignation de responsables, la dénonciation des arbitrages, voire fournit des raisons d'agir – l'ensemble de cette dynamique pouvant se déployer sans grande connaissance et maîtrise des codes spécialisés du politique. Ce cadre d'analyse insiste sur le fait que les leviers de politisation s'enracinent dans les formes de distinction et d'exclusion entre groupes sociaux, ils s'adosent alors à des formes d'identifications sociales générant potentiellement des conflits⁹⁴. La politisation n'est alors pas seulement affaire d'opinion mais d'identification sociale, elle ne met pas en jeu ce que l'on pense mais ce que l'on est. Ainsi, Katherine Cramer Walsh travaillant sur l'émergence de discussion politique dans des groupes de retraités milite pour l'usage du terme de « perspectives sur le monde⁹⁵ », considérant que les perceptions sont enracinées localement et socialement et qu'elles sont générées par des identifications sociales non seulement situées mais opposées à d'autres. Son dernier livre⁹⁶ applique cette grille d'analyse sur le terrain du Wisconsin

90. Zambiras (A.), « Le sens de l'humour. Enquête sur les rapports ordinaires au politique », *Politix*, 96, 2011.

91. Martin (D.-C.), « «Auprès de ma blonde...» Musique et identité », *Revue française de science politique*, 62 (1), 2012, p. 27.

92. Leca (J.), « Le repérage du politique », *Projet*, 71, 1973 et Duchesne (S.), Haegel (F.), dir., « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », *EspacesTemps. Les Cahiers*, 76-77, 2001.

93. Gamson (W. A.), *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

94. Duchesne (S.), Haegel (F.), « La politisation des discussions... », art. cit. et, des mêmes auteurs, « Accepting or Avoiding Conflict », *British Journal of Political Science*, 37 (1), 2007.

95. Cramer Walsh (K.), *Talking about Politics. Informal Groups and Social Identity in American Life*, Chicago, University of Chicago Press, 2004.

96. Cramer Walsh (K.), *The Politics of Resentment. Rural Consciousness in Wisconsin and the Rise of Scott Walker*, Chicago, University of Chicago Press, 2016.

en montrant la manière dont l'identification au monde rural, s'opposant au monde urbain, façonne une politisation par le ressentiment dont on voit bien la traduction électorale par l'élection de Donald Trump. La désignation d'un *out-group*, un « eux » s'opposant à un « nous » (pour reprendre les notions de Richard Hoggart⁹⁷) apparaît donc essentiel au processus de politisation. Mais si l'on reste dans cette filiation, il ne faut pas oublier que le jeu ne se joue pas à deux (nous/eux) mais bien à trois (nous/eux/ils). Pour Richard Hoggart, les « ils » désignent alors les représentants du pouvoir politico-administratif (petits fonctionnaires, travailleurs sociaux, juges, fisc) dont il rappelle qu'ils sont généralement associés au pouvoir discrétionnaire de l'État sur les classes populaires. Dans cette logique, le processus de politisation ne se réduit pas à l'arène de la compétition politique avec ses professionnels et ses codes spécialisés, il met également en jeu l'action publique à travers ses acteurs (des travailleurs sociaux, des juges, des policiers, des fonctionnaires de guichet, etc.) et ses arbitrages centraux dans l'allocation des ressources.

Cette conception conduit alors à un double élargissement puisqu'elle place au cœur du politique la construction des identifications sociales et leur mise en conflit et qu'elle considère que l'action publique par les formes de catégorisations sociales qu'elle produit et les contacts avec ses acteurs qu'elle génère⁹⁸ doit être prise en compte pour saisir les processus de politisation. « Le rapport ordinaire à l'État, entendu comme l'ensemble des représentations symboliques et des logiques pratiques qui découlent de la confrontation (conflictuelle ou non) avec une institution étatique⁹⁹ » apparaît alors comme un facteur de politisation dans la mesure où l'action publique porte sur l'allocation des ressources (matérielles, juridiques, symboliques) dans des sociétés non seulement pluralistes mais hiérarchisées et inégalitaires. La politisation des individus peut donc émerger dans l'expérience et la mise en cause des logiques de distribution des ressources. Par exemple, les enquêtés de Katherine Cramer Walsh qui s'identifient au monde rural du Wisconsin fondent leur ressentiment sur l'idée que les ressources publiques fiscales et scolaires irriguent d'abord les zones urbaines¹⁰⁰.

97. Hoggart (R.), *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970 [1957].

98. Dubois (V.), *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 2008 ; Siblot (Y.), *Faire valoir ses droits au quotidien : les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 ; Spire (A.), *Faibles et puissants face à l'impôt*, Paris, Raisons d'agir, 2012.

99. Spire (A.), « États des lieux. Les *policy feedbacks* et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, 4 (4), 2016, p. 152.

100. À l'échelle encore plus fine des trajectoires biographiques, les femmes vivant dans une configuration de monoparentalité suite à une séparation conjugale peuvent se politiser par l'expérience concrète de la justice et de l'État social (Réguer-Petit (M.), *Bifurcations familiales et socialisations politiques. Une comparaison des femmes en famille nucléaire, monoparentale et recomposée*, Thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2016).

La politisation des activités et enjeux sociaux : transgression des frontières et hybridation des espaces

Une autre acception du terme de politisation en science politique se situe à un niveau méso et s'intéresse aux processus qui conduisent des acteurs collectifs intermédiaires à politiser leur activité ou une question jugée importante. C'est bien à cette échelle que se place, par exemple, Jacques Lagroye qui, dans son chapitre sur « les processus de politisation », écarte explicitement de son périmètre de réflexion les logiques de politisation individuelle. Les multiples travaux qui se sont développés au croisement de la sociologie des mobilisations et de l'action publique et qui retracent « l'émergence¹⁰¹ » et la construction des problèmes publics et leur mise à l'agenda politique s'intéressent à ce que l'on a coutume d'appeler la sociologie des problèmes publics¹⁰² (ou sociaux dans la terminologie états-unienne la plus répandue). D'un côté, cette question du passage au politique ne se pose que parce qu'historiquement les activités politiques se sont différenciées des autres activités sociales (relevant de la sphère religieuse ou économique, par exemple) et qu'elles ont généré des formes de spécialisation et de professionnalisation incarnées dans des acteurs (par exemple les partis), des institutions (par exemple la procédure électorale), des modes de prise de décision politique (par exemple l'inscription sur un agenda administratif) et de codes symboliques (par exemple la gauche et la droite). D'un autre côté, la notion de politisation s'inscrit clairement dans une approche constructiviste plus large qui soutient que la sphère politique demeure façonnée par des logiques sociales. S'il existe un « passage », c'est que l'on considère que la clôture politique est loin d'être totale et que la frontière demeure poreuse. De fait, la politisation des enjeux apparaît aujourd'hui comme une dynamique bien plus complexe et fluide que le postulat d'une étanchéité des frontières ne le laisserait supposer.

Posée en ces termes, la question renvoie néanmoins à des significations sensiblement différentes. Une partie de la sociologie politique insiste sur la transgression des frontières du politique¹⁰³ alors que les travaux émergeant à la sociologie de l'action publique raisonnent finalement moins en termes de frontière et portent plutôt l'attention à l'imbrication et à l'hybridation des lieux de confection et de débat des politiques publiques. Jacques Lagroye¹⁰⁴ insiste, par exemple, sur les divers mouvements de politisation qui conduisent à transgresser les frontières, à « mélanger les genres¹⁰⁵ ». Ainsi de nombreux acteurs

101. Favre (P.), *Sida et politique. Les premiers affrontements (1981-1987)*, Paris, L'Harmattan, 1992.

102. Cette problématique doit beaucoup au livre devenu classique de Joseph Gusfield, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica, 2008 [1981].

103. Arnaud (L.), Guionnet (C.) dir., *Les frontières du politique*, op. cit.

104. Lagroye (J.), « Les processus de politisation », in Lagroye (J.) dir., *La politisation*, op. cit. Cf. également Aït-Aoudia (M.), Bennabi-Chraïbi (M.), Contamin (J.-G.), « Contribution à une histoire sociale... », art. cit.

105. Lagroye (J.), « Les processus de politisation », art. cit., p. 362.

(des juges, des syndicats, des prêtres ouvriers, pour reprendre les exemples qu'il fournit) jouent le rôle d'« entrepreneurs de politisation ou dépolitisation ». En sortant de leurs secteurs ou de la place qui leur sont alloués dans la division du travail, ils dépassent les limites et détournent certaines activités. Ils opèrent des rapprochements avec des acteurs partisans, assument publiquement les implications politiques de leurs activités sociales (professionnelles, militantes, sacerdotales) ou tentent de faire émerger dans les arènes politiques des causes et des enjeux jusqu'alors invisibles parce qu'ils ne posaient pas problème étant socialement acceptés comme des questions d'ordre privé (par exemple, les abus sexuels¹⁰⁶) ou technique (par exemple l'amiante ou les déchets nucléaires). De la même manière, il est possible de montrer combien les modalités de dépolitisation peuvent être liées à l'émergence du néo-libéralisme et de ses instruments, notamment du *New Public Management*¹⁰⁷.

Cette perspective conduit à analyser les processus de « conversion », de « transgression », de « requalification » et oblige à prendre en compte la contribution d'autres espaces sociaux aux processus de politisation et à penser le caractère impur du politique¹⁰⁸. Elle insiste sur l'enjeu de la remise en cause d'un ordre légitime. Ce faisant, cette approche fait écho à la pensée philosophique d'un Jacques Rancière¹⁰⁹, pour qui le politique consiste à rompre l'évidence d'un ordre instituant la distribution des places et des fonctions afin de remettre en cause ce partage. Mais le philosophe est bien plus radical que Jacques Lagroye puisqu'il nomme « police » la production de cet ordre pour bien marquer sa différence avec les pratiques de transgression qui seules, dans sa perspective, peuvent véritablement revendiquer la catégorisation du politique. Il rejette – de manière très normative – hors du politique tous les mouvements de reproduction et de conformation à l'ordre établi. Ce choix, justifié en philosophie politique, l'est plus difficilement en sciences sociales.

Les travaux sur l'action publique se focalisent, quant à eux, moins sur la question du franchissement des frontières puisqu'ils ont progressivement remis en cause l'idée qu'existerait un processus plus ou moins linéaire de politisation des enjeux et que celui-ci reposerait sur une claire division du travail entre acteurs sociaux. Premièrement, la plupart de ces travaux ont dépassé l'idée initiale selon laquelle la politisation pouvait être pensée en terme séquentiel

106. Boussaguet (L.), « Les “faiseuses d'agenda”. Les militantes féministes et l'émergence des abus sexuels sur mineurs en Europe », *Revue française de science politique*, 59 (2), 2009.

107. Burnham (P.), « New Labour and the Politics of Depoliticisation », *British Journal of Politics and International Relations*, 3 (2), 2001 ; Hay (C.) *Why we Hate Politics*, Cambridge, Polity Press, 2007.

108. Masnata (F.), *Le politique et la liberté. Principes d'anthropologie politique*, Paris, L'Harmattan, 1990.

109. Rancière (J.), *Aux bords du politique*, Paris, Osiris, 1990 et, du même auteur, *La mésentente : politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995.

sous le vocable trop simplifié de la mise sur agenda¹¹⁰. Ainsi, Yannick Barthes retraçant l'histoire du traitement des déchets nucléaires en France emploie les termes d'oscillation et de va-et-vient¹¹¹ pour désigner les mouvements entre problématisation technique et politique. Autre exemple, Claude Gibert et Emmanuel Henry faisant la synthèse des recherches qu'ils ont menées dans le domaine de la gestion des risques (accidents de la route, pandémie grippale et amiante) remettent en cause l'idée que la phase de publicisation constitue une étape indispensable à la politisation d'un problème : « À l'extrême, il n'est pas nécessaire qu'un problème soit publicisé pour que les effets de sa politisation se fassent sentir et pèsent dans le processus définitionnel¹¹². » Dès lors, si le processus s'avère être tout sauf linéaire, si les cheminements sont très variables et les séquences brouillées, la notion de franchissement des frontières apparaît si ce n'est caduque du moins plus complexe.

Deuxièmement, pour ces travaux de sociologie de l'action publique, le processus par lequel une question devient un enjeu traitable et traité par les politiques publiques ne se résume pas au passage de cet enjeu des mains d'acteurs sociaux mobilisés à celles de représentants politiques. Au début des années 2000, faisant un bilan prospectif des travaux français consacrés aux politiques publiques, Patrick Hassenteufel et Andy Smith placent au cœur du « second souffle » de l'analyse des politiques publiques qu'ils appellent de leur vœu le développement de recherches sur la politisation des politiques publiques. Ils entendent par cette notion la présence des questions et acteurs de politiques publiques « dans une arène politique, c'est-à-dire dans l'un des lieux où agissent les acteurs de la compétition politiques : sphères gouvernementales, enceintes parlementaires, organisations partisans et espaces médiatiques, principalement¹¹³ ». De fait, plutôt que de raisonner en termes de passage de frontières, de nombreux travaux développés dans le domaine de l'action publique considèrent plus judicieux de réfléchir en termes d'imbrication ou d'hybridation des espaces où sont produits les choix de politiques publiques. Travailler sur la politisation suppose alors d'examiner les lieux contacts, les arènes de décision et les forums de débat¹¹⁴, mais aussi les interactions (élargissement des réseaux

110. Cobb (R. W.), Elder (C.), *Participation in American Politics. The Dynamics of Agenda Building*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1972 ; Kingdon (J.), *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston, Little Brown & Company, 1984 ; Garraud (P.), « Politiques nationales : élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, 40, 1990.

111. Barthes (Y.), « Le recours au politique ou la problématisation "par défaut" », in Lagroye (J.), *La politisation*, *op.cit.*, p. 491.

112. Gibert (C.), Henry (E.), « La définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, 53 (1), 2012, p. 55.

113. Hassenteufel (P.), Smith (A.), « Essoufflement ou second souffle ? L'analyse des politiques publiques "à la française" », *Revue française de science politique*, 52 (1), 2002, p. 70.

114. Jobert (B.), « Rhétorique politique, controverses scientifiques et construction des normes institutionnelles. Esquisse d'un parcours de recherche », in Faure (A.), Pollet (G.), Warin (P.), dir., *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan, 1995.

d'alliance, échanges) entre ces différents acteurs. Non seulement, la palette des acteurs engagés dans ce processus est bien plus large mais la distinction classique entre *policy insiders* et *policy outsiders* apparaît dépassée¹¹⁵ dans la mesure où des acteurs internes au champ politico-administratif¹¹⁶ local, national, européen ou international¹¹⁷ apparaissent dès l'origine au cœur du processus.

De manière globale, la politisation telle qu'elle est entendue à cette échelle, n'a toutefois pas soulevé une controverse aussi structurante que celles que nous avons présentées précédemment. Certes, elle a originellement opéré une rupture salutaire et fondatrice en mettant en cause une conception objectiviste qui considérerait que les questions s'imposeraient naturellement au débat public et seraient traitées automatiquement par les acteurs politiques. Mais depuis lors, le paradigme constructiviste que ces approches ont réussi à imposer s'est diffusé, voire banalisé, sans vraiment générer, en interne, des débats théoriques susceptibles de vivifier les recherches en cours¹¹⁸. Comme le suggère Joel Best : « Achieving theoretical coherence brings gains, but it also carries costs¹¹⁹. » En France, Emmanuel Henry¹²⁰, puis Erik Neveu¹²¹ ont repris ce positionnement de lanceurs d'alerte constatant une forme d'essoufflement des travaux sur la construction des problèmes publics et appelant à une redynamisation théorique. Ils constatent, par ailleurs, la diffusion de cadres d'analyse accordant une place centrale aux idées et aux cadres d'interprétation (approches cognitivistes), à la production et à la mise à l'épreuve des connaissances des acteurs en situation (approches pragmatistes) et aux discours (approches discursives). De fait, étudier la politisation discursive des problèmes conduit certains spécialistes de l'action publique à faire écho au cadre d'analyse de William Gamson en soulignant les liens entre politisation et capacité à intégrer dans le discours des causes, des coupables et un responsable public auquel il est fait appel pour résoudre le problème¹²².

115. Dupuy (C.), Halpern (C.), « Les politiques publiques et leurs protestataires », *Revue française de science politique*, 59 (4), 2009.

116. Pour des illustrations, cf. Fortané (N.), « La carrière politique de la dopamine. Circulation et appropriation d'une référence savante dans l'espace des *drug policies* », *Revue française de science politique*, 64 (1), 2014 ; Bergeron (H.), Castel (P.), Noguez (E.), « Un entrepreneur privé de politique publique. La lutte contre l'obésité, entre santé publique et intérêt privé », *Revue française de science politique*, 61 (2), 2011.

117. Fouilleux (E.), « Entre production et institutionnalisation des idées. La réforme de la PAC », *Revue française de science politique*, 50 (2), 2000.

118. S'agissant de la France, l'émergence d'un cadre théorique pragmatiste aurait pu constituer cet aiguillon, mais il n'est pas évident qu'il ait réellement contribué à remplir cette fonction.

119. Best (J.), « Constructing the Sociology of Social Problems: Spector and Kituse Twenty-Five Years Later », *Sociological Forum*, 17 (4), 2002.

120. Henry (E.), « Construction des problèmes publics », in Fillieule (O.), Mathieu (L.), Péchu (C.), dir., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

121. Neveu (E.), *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015, Conclusion.

122. Durnova (A.), Zittoun (P.), « Les approches discursives des politiques publiques. Introduction », *Revue française de science politique*, 63 (3), 2013, p. 575.

En guise de conclusion : assembler l'écheveau conceptuel

Pour assembler l'écheveau conceptuel que constituent les usages contemporains du terme de politisation, trois fils doivent, selon nous, être tirés. Et permettre ainsi d'organiser ces emplois afin de rendre plus féconde cette notion devenue centrale en science politique française.

Il s'agit d'abord de militer pour que l'emploi du terme soit toujours clairement référé à ses coordonnées temporelles et scalaires, qu'il soit ainsi situé dans le cadre d'une combinatoire croisant systématiquement régimes de temporalités et échelles d'analyse¹²³. Clarifier le « système de mots » – pour reprendre l'expression de Jean-Claude Passeron dans la citation mise en exergue de ce texte – conduit donc à relier la notion de politisation à d'autres mots comme ceux de structuration politique, d'acculturation et de socialisation politiques ou encore de mobilisation. Ces mots font désormais partie de la boîte à outils classique de la science politique et leur utilité tient au fait qu'ils portent avec eux un ensemble de controverses que nous avons tenté de présenter très synthétiquement dans cet article. En associant le terme de politisation à ces notions robustes, il nous semble que l'on se donne les moyens d'ancrer les travaux sur la politisation dans des débats théoriques centraux de la discipline et que l'on évite un usage du terme trop centré sur le déroulement d'un processus qu'il suffirait de décrire.

Le deuxième fil de l'écheveau conceptuel que nous avons tenté dans cet article de reconstituer part de l'idée que les phénomènes de politisation sont, à des degrés variables, dotés d'une forme de fluidité, pour l'essentiel liée au degré d'hétéronomie propre au politique. Le débat chez les historiens portait, pour partie, sur le degré d'hétérogénéité de la politisation. Certains considérant qu'il renvoyait à une dynamique interne à la sphère politique quand d'autres l'enracinaient dans une série de transformations sociales et culturelles beaucoup plus larges et hétérogènes. En science politique, on retrouve le même type de cadrage dans les discussions autour de la compétence politique et des frontières du politique puisque les controverses portent sur la force avec laquelle l'ordre politique s'impose ou peut être mis en cause et redessiné par les individus et par les groupes. Les débats autour des inégalités de politisation individuelle portant à la fois sur la pertinence d'une conception plus ou moins élargie du politique, sur la manière d'interpréter la place qu'occupent les identifications sociales comme vecteurs de politisation et sur les attentes en termes d'autonomisation des jugements politiques réinvestissent à leur façon cette question du degré de clôture du champ politique et de sa différenciation. Contre une conception qui considérerait que la politisation des individus, des groupes et

123. Pour un plaidoyer en ce sens, cf. Déloye (Y.), Haegel (F.), « Politisation : temporalités et échelles », art. cit.

des enjeux serait donnée une fois pour toutes, qu'elle serait enchâssée dans un cadre historiquement et institutionnellement fixé, il s'agit d'abord de penser la fluidité et tout autant la réversibilité des processus de politisation en prenant acte de l'existence d'un cadre non pas fixe mais mobile, aménageable, et susceptible d'être modifié par des phénomènes de remise en cause et de contestation. Pourtant, il faut aussi se garder d'un biais consistant à ne voir du politique que dans la contestation de l'ordre politique institué. De fait, selon nous, la politisation inclut à la fois des processus de conformation à l'ordre politique et de contestation de celui-ci. Dès lors, « politiser » ou « être politisé » peut signifier, dans une logique d'autonomisation, s'adapter aux fonctionnements de l'ordre politique ou, dans une logique hétéronome, remettre en cause cet ordre d'un point de vue qui lui est extérieur.

Le troisième fil découle du précédent. Si les processus de politisation incluent, selon les cas, des processus de transgression et de conformation, les saisir suppose de comprendre les logiques de production et de mise en cause d'un ordre politique dont on sait qu'il est à la fois produit par des logiques relevant de la compétition politique et de l'action publique. *Politics* et *policy* façonnent, chacun à leur façon et de manière faiblement coordonnée, des catégories, des lignes de démarcation, des cadres d'interprétation et d'opposition qui s'imposent (et sont également contestés), à un moment donné et dans des espaces définis, aux individus et aux groupes. Par conséquent, la politisation – à différentes échelles et selon des temporalités variables – naît du processus de distribution des ressources – notamment économiques, symboliques ou juridiques – et des formes de ratification ou d'opposition que suscite cette allocation, qui peut être acceptée ou dénoncée au nom de principe de justice ou d'injustice, au motif d'expériences d'inégalité et de discrimination ou par la désignation de responsables et de coupables. Longtemps, la science politique a considéré que cette articulation entre allocation des ressources et jugement sur celle-ci était prise en charge par les organisations politiques, par les partis qui agissaient dans l'arène électorale, par des organisations de représentation des intérêts divers qui intervenaient dans la sphère des mobilisations non électorales. L'affaiblissement de ces organisations a progressivement fragilisé cette conception classique – au point que l'on peut finalement s'interroger sur le lien entre le succès de la notion de politisation en science politique et la prise de conscience par les politistes eux-mêmes de la nécessité de penser des nouvelles formes de politisation (autrement dit de structuration, d'acculturation, de socialisation, de mobilisation politiques) en dehors de ces cadres institués.

Yves DÉLOYE est professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux et membre du Centre Émile Durkheim. Il est actuellement directeur de Sciences Po Bordeaux. Spécialiste de sociologie historique du politique, il a récemment dirigé deux tomes de la collection des *Traité*s de science politique publiés par les éditions Bruylant : *Analyses électorales* (en co-direction avec Nonna Mayer, Bruxelles, Bruylant, 2017) et *Politique comparée* (en co-direction avec Jean-Michel de Waele, Bruxelles, Bruylant, 2018). Une quatrième édition largement revue de *Sociologie historique du politique* (Paris, La Découverte) est sortie en 2017. Sur ce thème, il a aussi récemment publié « Historical Political Sociology », dans William Outhwaite, Stephen P. Turner, eds., *The Sage Handbook of Political Sociology*, Londres, Sage, 2018, vol. 1, pp. 23-36.

y.deloye@sciencespo Bordeaux.fr

Florence HAEGEL est professeure de science politique à Sciences Po, à Paris, directrice du Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE). Ses recherches s'inscrivent dans les domaines d'étude des

partis politiques et des processus de politisation qu'elle aborde du point de vue de la socialisation politique (avec Marie-Claire Lavabre, *Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée*, Presses de Sciences Po, 2010) et de l'analyse des discussions politiques (avec Sophie Duchesne, Elizabeth Frazer et Virginie Van Ingelgom, *Citizens' Reaction to European Integration Compared. Overlooking Europe*, Palgrave, 2013). Elle a récemment dirigé avec Olivier Fillieule, Camille Hamidi et Vincent Tiberj, eds., *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Presses de Sciences Po, 2017. Elle travaille actuellement sur la participation des personnes en situation de précarité dans le cadre associatif (avec Caroline Arnal, « Étudier la vulnérabilité au prisme de la relation d'assistance : les leçons d'une enquête dans une association de solidarité parisienne », *Recherches qualitatives*, 23, 2019, pp. 50-64 et « Les freins à la participation des populations précaires. Le rôle du façonnage associatif dans la construction des identifications collectives », *Participations*, à paraître, 2019).

florence.haegel@sciencespo.fr

Politicization: From the term to the conceptual maze

Based on the evidence that the notion of politicization is being more frequently deployed in the French political science and that this success generates significant conceptual elasticity, this paper aims to clarify these uses and to comprehensively map how the social sciences deal with the term "politicization." Firstly, I address the controversial issue of the politicization of French rural peoples and areas, often discussed in political history. Then, it draws attention to the various uses of the notion in political science, bringing out the major controversies that structure debates about individual politicization or the politicization of social issues and activities. The authors make a combinatorial proposal in order to identify and define the ways in which the term is used.

Keywords – cleavages, politicization, depoliticization, political mobilization, historical sociology, political competence